

# Contre l'agrobusiness, quelle agriculture paysanne ?

mercredi 29 mai 2013, par [MITRALIAS Roxanne](#) (Date de rédaction antérieure : 16 mars 2013).

**Contribution présentée à l'Ecole anticapitaliste organisée par la Formation Léon Lesoil les 15, 16 et 17 mars 2013 à Nieuwpoort (Belgique).**

Sommaire

- [Industrialisation du travail](#)
  - [Organisation de la production](#)
- 

## **Introduction : Pourquoi s'intéresser à l'agriculture et l'alimentation ?**

Parce-que tout simplement, sans cultiver la terre et sans manger, un autre monde n'est pas possible. N'oublions pas que dans les pays en crise, se nourrir redevient une priorité absolue.

Parce-que cette thématique est à cheval entre travail et nature (on produit depuis la nature avec elle), elle se situe donc entre social et écologique, elle combine revendications immédiates et projet émancipateur (demander de plafonner les aides de la PAC, c'est privilégier les modes de production plus respectueux de l'environnement par exemple). C'est une bataille globale mais se décline aussi en expériences locales (paniers de légumes, coopératives alimentaires...). Enfin elle est sectorielle (puisque il s'agit d'un combat syndical dans la paysannerie) et en même temps concerne l'ensemble de la population quand il s'agit d'alimentation.

La question agricole n'est donc pas uniquement une question écologique, elle touche des travailleurs, certes plus si nombreux dans le Nord, mais très majoritaires dans le Sud. Je vais essayer de développer en quoi on peut tirer un bilan très négatif de l'industrialisation du travail agricole en termes d'exploitation et d'aliénation, et les implications de ce constat pour notre projet éco-socialiste. Aussi je m'attarderais sur les aspects, les innovations dans le monde agricole qui questionnent ce même projet : démocratie, propriété privée, relocalisation de la production, l'agriculture est un laboratoire plein de richesses !

## **Industrialisation du travail agricole**

Depuis les années cinquante, après guerre on assiste à l'industrialisation du travail agricole, ce qui a des conséquences désastreuses.

• **Une fracture de classe au sein de la paysannerie apparaît clairement : disparition des petites fermes et énormes disparités entre petites et grandes exploitations et pauvreté dans les populations paysannes du Sud (ce sont les paysans ou anciens paysans dans le Sud**

## **qui sont les plus pauvres).**

En France par exemple on assiste à une **chute vertigineuse du nombre d'exploitations** : de 2 millions en 1955 on est passés à moins de 300000 aujourd'hui.

Ce phénomène s'accompagne d'une **concentration des terres et du capital** : moins de fermes signifie nécessairement que celles qui restent tendent à être plus grandes : En 1955, 80% des exploitations comptaient moins de 20 hectares de superficie agricole utilisée (SAU) et 0.8% seulement occupaient plus de 100 hectares. En 2000, 12% des exploitations dépassent 100 hectares et occupent 46% de la SAU. 30% d'exploitations comptent moins de 5 hectares mais représentent 1.5% de la SAU totale. Les disparités sont donc de plus en plus marquées, entre les grandes et les petites fermes, il s'agit de deux mondes qui se côtoient mais n'ont absolument pas les mêmes intérêts. Entre une exploitation de montagne, qui dégage un très petit revenu, et les céréaliers businessmen des plaines céréalières, il n'y a que le mythe de l'unité du monde agricole qui peut les rapprocher.

Et pendant que le monde agricole subit un plan social plus brutal que celui du monde industriel, le nombre de salariés agricoles augmente, ainsi que les formes sociétaires d'exploitations agricoles. Ce-ci signifie que le modèle de la petite paysannerie laisse la place à un modèle **capitalistique** de l'exploitation agricole, où le paysan devient chef d'exploitation, patron de salariés agricoles. Sa ferme devient une société complexe.

La division de classe est également visible dans le monde agricole en fonction des revenus : les disparités sont très importantes. Pendant que le quart des agriculteurs a un revenu inférieur à 12000 euros par an, le **revenu** moyen par actif non salarié a augmenté de 88%, étant entendu que la part des subventions dans la formation du revenu est considérable puisqu'elle atteint plus de 80% du revenu en 2004. Mais pourquoi donc ? La Politique Agricole Commune est un véritable levier de classe, puisque les subventions accordées dépendent des hectares possédés... Plus t'en a, plus tu touches.

Dans ce contexte d'accroissements des disparités, la **salarisation** du travail agricole est inéluctable. Elle s'accompagne de **précarisation**, due à la difficulté d'organisation dans ses secteurs et à l'augmentation du travail saisonnier (causée aussi aux exonérations fiscales). En somme l'abandon du modèle de la ferme familiale, donne la place à des exploitations agricoles de taille importante, qui emploient une main d'œuvre extérieure dans des conditions de plus en plus difficiles. Par exemple, le risque de percevoir un bas salaire dans l'agroalimentaire est 2.5 fois plus élevé que dans l'industrie.

Ces données de base permettent de comprendre les mécanismes fondamentaux déterminant les conditions du travail paysan. **La pression économique étrangle littéralement en permanence une partie de la paysannerie.** Elle conditionne la surexploitation de ceux qui surnagent avec peine.

La concurrence acharnée pèse aussi sur le niveau de **rémunération du salariat agricole et à privilégier les salariés précaires.** Au début des années 2000, 26.4% des ménages sont pauvres chez les agriculteurs et les salariés agricoles contre 14% dans l'ensemble de la population.

**La surexploitation économique de la petite paysannerie et du salariat agricole** est donc un trait caractéristique de l'agriculture sous domination capitaliste. La phase de mondialisation du capital l'a puissamment accentuée.

- **Souffrance physique et psychique au travail dans l'agriculture et l'industrie agro-**

## **alimentaire.**

Cette surexploitation économique induit une **surexploitation physique et psychique** tant des petits paysans que des ouvriers agricoles. **Le paysan pour survivre va devoir dépenser sa force de travail sans compter et sans souci de sa préservation. Se met ainsi en place un mécanisme d'autoexploitation. Qui peut conduire à la maladie professionnelle (travail agri pénible et difficile, produits dangereux...).**

En 2005, le taux de suicide des ouvriers agricoles de 25-54 ans est de 69/100 000, plus élevé que celui de 42/100 000 des agriculteurs exploitants, à comparer au taux de 33/100 000 dans la population générale.

Quelles sont les spécificités du monde agricole qui aboutissent à cette situation : **isolement social, misère affective et sexuelle, l'activité paysanne est une affaire de plusieurs générations, ce qui amplifie le sentiment d'échec.**

Un autre élément très important est la **transformation du travail d'élevage** en production animale est une source de souffrance pour les éleveurs et les travailleurs. La dépendance économique de nombreux éleveurs aux grands groupes agroalimentaires a pour effet de transformer le travail de l'éleveur en **faux travail indépendant.**

On remarque donc que l'intensification du travail des animaux et des hommes accompagne ce système. L'intervalle entre mise bas et saillie pour les truies a été réduit de 21 jours en 1970 à 8 jours en 2003. Jocelyne Porcher a décrit avec profondeur le sens de ces évolutions dans le rapport de travail entre hommes et animaux : « *L'animal de partenaire du travail humain (le cheval) ou d'objet du travail (la vache ou le cochon), devient donc machine à produire (du lait pour la vache ou la chèvre, des cochons pour la truie), ou chose produite (le poulet, le cochon). Ce changement de statut de l'animal va de pair avec un changement du statut du paysan qui devient producteur (de viande, d'œufs, de lait). Les transformations du travail (intensification du travail, réduction des temps improductifs, mécanisation, augmentation du nombre d'animaux par travailleur, raccourcissement des cycles de production) entraînent un changement de relation entre éleveurs et animaux aussi bien du point de vue des représentations que des rapports concrets de travail entre humains et animaux. Pour les animaux d'élevage, la vie se voit ramenée à sa plus simple expression productive, les relations entre congénères, et entre humains et animaux, sont réduites ou empêchées, l'expression des comportements libres des animaux est drastiquement réduite ou interdite par des systèmes de contention de plus en plus contraignants, le corps des animaux est formaté par la génétique ou par les techniques appropriées pour le système industriel (volailles, cochons, lapins) ou intensifié (bovins). Pour les éleveurs, le travail perd ses rationalités relationnelles. Il est réduit à sa rationalité économique : produire. Du fait de cette évolution industrielle, la vie de la majorité des animaux d'élevage devient une vie de souffrance (...). A la différence de ce qui a pu exister au cours des dix mille ans d'élevage qui ont précédé notre ère industrielle, la souffrance des animaux devient un phénomène structurel. Ce ne sont plus des animaux qui souffrent, victimes de la violence personnelle d'êtres humains, mais des millions d'animaux, victimes d'un système conçu sur le déni du caractère vivant de l'animal et de sa capacité à souffrir. Face à cette souffrance animale existe une souffrance des êtres humains au travail qui ont perdu également la possibilité d'exprimer des comportements libres, le sens de leur métier, et bien souvent leur dignité. Cette souffrance humaine est moins visible que la souffrance des animaux car face à la souffrance et pour tenir au travail, les êtres humains se défendent (par le cynisme, la compassion, l'idéologie productiviste).* » [1]

Cet éclairage sur un des aspects de la transformation du travail agricole permet de dégager l'enjeu en termes d'émancipation. On ne peut pas simplement socialiser la production et la distribution pour

libérer les travailleurs. La question de la propriété se pose notamment au regard de la puissance des grands groupes de l'agroalimentaire et de la distribution. Mais ces forces productives ont été façonnées par et pour le développement capitaliste, elles sont congruentes à sa domination et son fonctionnement. Elles ne sauraient être simplement mises au service d'un autre projet de société sans bouleversement. Toute la manière de produire doit être changée. Il s'agit de rompre avec une vision industrialiste de la production agricole, incompatible avec la logique même du vivant, de laquelle l'agriculture ne peut se dégager sans dégâts croissants.

**Perspectives :** Travailler avec la nature, parce-que cette activité est soumise à la fois à la contrainte de la production et aux contraintes des cycles naturels permet de repenser un certain nombre de concepts : le modèle industriel n'est pas compatible de manière durable avec le travail agricole. Au contraire c'est plus une production de petite échelle, de taille humaine et localisée qui permet le travail sur le long terme. C'est pourquoi, le projet de l'agriculture paysanne, mis à part la réflexion sur les modes de production, place dans ces principes fondamentaux, l'idée d'autonomie et d'économie, de transmissibilité de la ferme. Produire ses fourrages, son énergie, ne pas gaspiller, limiter les investissements, réfléchir sur la vivabilité de la ferme sont les clefs d'une agriculture éco-socialiste.

La réflexion sur l'impact effroyable de l'aliénation dans le travail agricole permet aussi de réhabiliter l'artisanal, le fait main, de remettre en cause les postulats productivistes et consuméristes. Travailler avec la nature, et non contre elle, pose aussi la question de la qualité de ce que l'on produit, contre ce système qui au contraire pousse à toujours produire plus. Enfin, de manière encore plus forte, si le système agricole productiviste détruit le lien millénaire de travail qui lie les humains aux animaux de ferme, alors il faut dans notre recherche des lignes principales d'une agriculture éco-socialiste, mener le débat sur la place de l'élevage dans nos sociétés, et à mon avis, le préserver à tout prix, mais en réinventer les contours, quitte à interroger la part et la qualité de notre alimentation carnée. Si on perdure dans ce chemin qui nous pousse à consommer et à produire du « minerais animal » alors bientôt nous vivrons dans des prairies sans vache, sur des montagnes sans moutons et chèvres et nous mangerons de la viande de synthèse issue de manipulations génétiques.

## **Organisation de la production et de la commercialisation agroalimentaire**

Mais, l'industrialisation du travail agricole s'accompagne d'une « rationalisation » des zones de production et des échanges marchands de produits agricoles. L'agroindustrie pousse à l'homogénéisation des territoires et de la production et donc de la nature, à l'exploitation des ressources et des travailleurs, ainsi qu'à la concentration du capital. Les politiques agricoles (PAC, OMC) sont des leviers de l'industrialisation de l'agriculture. A ce constat il faut rajouter les tendances à la financiarisation (terres, matières premières, produits agricoles). Mais face à cette situation alarmante, on peut imaginer un autre modèle, les expériences alternatives qui se développent un peu partout nous apportent de nouveaux éléments :

• **La question de la propriété : collectiviser vs importance de posséder ses terres. Les avantages du fermage.**

Contrairement à ce qui se dit dans l'extrême gauche, le paysan n'est pas un petit (ou gros) propriétaire. En France près des deux tiers des exploitants sont en **fermage**, véritable bouclier pour garantir les droits des agriculteurs face aux propriétaires.

Les luttes paysannes sur le foncier ont fait émerger des pistes d'alternatives comme sur le Larzac où la coopérative des Groupements Fonciers Agricoles [2] gère collectivement les terres agricoles.

Chacun de fermiers présents sur le plateau paie un fermage (fixé par arrêté). Lorsque le bail prend fin, le fermier « rend » les terres aux GFA.

**Le GFA mutuel reste l'outil de gestion collective du foncier : pour que la terre ne soit plus un bien de spéculation, pour installer des paysans plutôt qu'agrandir des exploitations, pour permettre une gestion cohérente et durable du foncier tant au niveau environnemental qu'au niveau humain, pour discuter, concilier et partager les différents usages de la terre.**

Cet exemple, montre qu'il est tout à fait possible de concilier gestion collective et droit d'usage sur ses terres. Le bail fermier est le garant de ce statut de propriété temporaire, le GFA est la structure où la décision collective se prend. Il devient donc possible de penser autrement la propriété privée (en tout cas agricole).

Quand on est paysan on doit pouvoir investir durablement ses terres, mais il n'est pas nécessaire d'en être propriétaire. Le travail agricole nécessite de soigner le lien à la terre, à son outil de production (sol, plantes, troupeau). C'est pourquoi, il est absolument fondamental que chaque paysan (ou actif) travaille sur une ferme à taille humaine, ce qui nécessite qu'il en ait la maîtrise. Ces exemples remettent en cause l'idéal de la collectivisation qui a prévalu comme forme d'organisation de la propriété agricole.

- **Pour une démocratie agro-alimentaire : les systèmes de garantie participative.**

La Garantie Participative [3], est une piste très intéressante pour la réflexion sur la prise de décision entre consommateurs et agriculteurs (décision des usagers) pour les questions alimentaires. Ces systèmes participatifs permettent en impliquant localement des producteurs et des consommateurs, dans une démarche de progrès et non de pénalisation, d'avancer dans la réflexion sur le mode de production, et le mode de commercialisation sur la base de la confiance.

Elle se développe en Amérique Latine où elle connaît un énorme succès (plusieurs millions d'adhérents) mais aussi dans le cadre d'IFOAM, organisation internationale de l'agriculture biologique).

Exemple :

Une ferme reçoit la visite d'un agriculteur de la région et d'un consommateur membre. Contrairement à la certification privée (qui est la seule permettant d'avoir le logo européen AB), le système de garantie participative n'est pas payant et n'aboutit pas à une sanction systématique en cas de non respect du cahier de charges. En effet, les « garantisseurs » vont évaluer les raisons de non respect du cahier, et si ceux là sont légitimes (problèmes techniques ou économiques, aléas climatiques, mineurs) ils pourront donner exceptionnellement la mention N&P (en assurant qu'une démarche de résolution du problème est engagée).

Ce système a l'avantage de rester en contact avec la réalité du terrain et de ne pas se fier à une vision bureaucratique des normes à respecter (ce qui est très important quand on travaille avec le vivant). Il facilite également l'échange et la formation des paysans et des consommateurs et crée un réseau de décision alimentaire très intéressant. Par ailleurs ce système est particulièrement utile pour les petites fermes qui ne peuvent pas financer la certification privée ou qui ne souhaitent pas rentrer dans une logique marchande. Il s'agit d'une expérience de prise de décision démocratique sur que produire, comment et avec quel contrôle, qui a la caractéristique d'être participative, sur le terrain, et « bottom up ».

- **Relocaliser la production, les expériences des circuits courts, dépasser les intermédiaires/sortir du marché, organiser autrement le travail en agriculture.**

L'agriculture est typiquement un domaine où il existe des expériences concrètes où l'on produit autrement. Ces îlots de modes de production alternatifs démontrent concrètement qu'il est possible de travailler différemment en agriculture. Ces modes de production ont la caractéristique de ne pas être applicables à l'échelle industrielle. En même temps elles préservent les savoirs, savoir-faire pour pouvoir produire en dehors de l'agriculture industrielle. Il existe en parallèle aux modes de production, des modes de commercialisation [4] qui prônent le local ou des circuits avec le moins d'intermédiaires possibles : comme les AMAP (Association pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne), les paniers paysans, les coopératives alimentaires ou certaines formes de commerce équitable, etc. qui constituent des pistes d'organisation des échanges alimentaires hors du marché et qui permettent de limiter le pouvoir de l'agroindustrie. En effet ces expériences montrent les avantages et les difficultés d'une organisation alimentaire et agricole alternative. Elles permettent de commencer à décoloniser notre imaginaire du supermarché, du surgelé, de la bouffe rapide et de la malbouffe.

**Conclusion :** La souveraineté alimentaire est un projet émancipateur global car il se situe à plusieurs niveaux. Il affirme la nécessité de changer de mode de production, pour aller vers une agriculture paysanne agro-écologique capable de nourrir la population mondiale. Il faut donc envisager de changer de politiques agricoles internationales, s'emparer démocratiquement de la question de l'aménagement du territoire (quelle ville, quel temps de travail, quels transports, comment protéger les terres agricoles, comment diversifier et relocaliser la production ?), de protection de la nature (quels rapports entre zones agricoles et zones protégées ?), de changer le travail pour aller vers une mixité des tâches.

La souveraineté alimentaire se décline donc au niveau local en tant qu'elle assure la sécurité alimentaire d'un territoire par des dispositifs démocratiques innovants (comment décide-t-on de qui produit, à quel endroit, comment, pour qui ?). Elle implique dans ce cas un remaniement profond des modes de vies, de travail et y compris des relations dans la famille, ainsi que du partage des tâches entre femmes et hommes (très souvent le travail agricole est familial ou communautaire). La souveraineté alimentaire se situe aussi à un niveau plus global : elle est le droit de chaque pays ou territoire de mettre en place les politiques agricoles les mieux adaptées à sa population sans qu'elles puissent avoir un impact négatif sur les populations d'autres pays (actuellement cela signifie par exemple sortir de l'OMC ou du marché unique européen afin de mettre en place des politiques de soutien nécessaires). Elle affirme aussi la nécessité d'une planification nécessaire au niveau planétaire de la production agricole et alimentaire. Elle doit se faire dans le sens de la satisfaction des besoins de la population, mais en respectant les contraintes écologiques. En ce sens elle est directement liée à la question énergétique et climatique. La souveraineté alimentaire est une urgence en ce temps de crise. Le changement de pratiques (vers des systèmes économes et autonomes, respectueux de la nature), et la mise en place des politiques agricoles et agraires adéquates ne sont pas liées uniquement à un engagement écologique, mais de plus en plus à la question de la survie.

**Roxanne Mitralias**

---

---

## **P.-S.**

\*

[http://www.lcr-lagauche.be/cm/index.php?view=article&id=2888:contre-lagrobusiness-quelle-agriculture-paysanne-interventionndenroxannenmitraliasna-lecole-anticapitaliste-le-17032013&option=com\\_content&Itemid=53](http://www.lcr-lagauche.be/cm/index.php?view=article&id=2888:contre-lagrobusiness-quelle-agriculture-paysanne-interventionndenroxannenmitraliasna-lecole-anticapitaliste-le-17032013&option=com_content&Itemid=53)

---

## **Notes**

[1] Jocelyne Porcher, Bien-être animal et travail en élevage, INRA Editions et Educagri Editions, 2004, 264 p., pp. 248-249.

[2] <http://www.larzac.org/organiser/gfa.html>

[3] [http://fr.ekopedia.org/Syst%C3%A8me\\_participatif\\_de\\_garantie](http://fr.ekopedia.org/Syst%C3%A8me_participatif_de_garantie)

[4] <http://alimentation.gouv.fr/circuits-courts>